



Direction Générale
Réf. : TN/NB/DB/JPF/MG

OBJET : DEROGATION TEMPORAIRE AUX HORAIRES DES ACTIVITES BRUYANTES, ACCORDEE A L'ENTREPRISES « E2S », POUR TRAVAUX

Le Maire de Champs-sur-Marne,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2212-2,

VU le Code de la Santé Publique, le Code de l'Environnement, et le Code Pénal,

VU l'Arrêté préfectoral n°19ARS41SE du 23 septembre 2019 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage dans le département de Seine-et-Marne, notamment les articles 6 et 7, et son annexe I listant les éléments à fournir à une demande de dérogation,

VU l'Arrêté du Maire n°2002-048 du 04 juin 2002 relatif à la lutte contre le bruit,

VU la demande de l'entreprise E2S en date du 31 janvier 2025, demandant une dérogation aux horaires des chantiers bruyants, pour les travaux de dallage du « Wheel Park », du 06 au 07 février 2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses pouvoirs de police, le Maire est chargé du bon ordre, la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques,

CONSIDERANT que les travaux et chantiers pouvant engendrer du bruit sont autorisés de 08h00 à 19h00 du lundi au samedi, et interdits les dimanches et jours fériés, sauf dérogation exceptionnelle à ces horaires par le Maire pour toute autre raison que la sécurité des personnes, sur demande formulée au plus tard 1 mois avant la date prévue (sauf urgence avérée),

CONSIDERANT que les dérogations accordées sont individuelles et limitées dans le temps, et peuvent être assorties de prescriptions aux demandeurs,

CONSIDERANT que pour les travaux de dallage du « Wheel Park », l'entreprise E2S demande une dérogation aux horaires fixés des activités bruyantes dans l'Arrêté municipal suscité,

CONSIDERANT que l'entreprise E2S présente une demande de dérogation, tels leurs coordonnées, la nature des travaux (dallage), les mesures de réduction du bruit (limitation des nuisances importantes de 22h00 à 8h00, palissades acoustiques) et le planning des travaux,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'entreprises E2S est autorisé à titre dérogatoire, temporaire et exceptionnel, à effectuer les activités bruyantes pour le chantier du « Wheel Park » situé cours du Lizard, ainsi qu'il suit :

**de 22h00 à 8h00,
du jeudi au vendredi,
Du 06 au 07 février 2025 ;**

ARTICLE 2 : La présente dérogation est accordée, sous réserve du respect par l'entreprise E2S des prescriptions suivantes :

- Prendre toutes les dispositions pour que l'intensité des bruits émanant du chantier ne trouble pas la tranquillité du voisinage chaque jour 22h00 à 8h00,
- Prendre toutes précautions pour éviter la gêne sonore, en particulier par l'isolation phonique des matériels et équipements utilisés, sachant que « les bruits provenant de chantiers ne nécessitent pas d'être mesurés par un sonomètre pour être constatés »,
- Veiller au bon fonctionnement du matériel utilisé,
- Installer des protections acoustiques et auditives ;

Commune de Champs-sur-Marne – Arrêté du Maire : Services Techniques

Mairie de Champs-sur-Marne – B.P. 1 Champs-sur-Marne – 77 427 MARNE-LA-VALLÉE Cedex 2

ARTICLE 3 : Toute manquement au présent Arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Torcy,
- Monsieur le Commissaire de Police de Torcy,
- L'entreprise E2S,
- Le service Sports.

Fait à Champs-sur-Marne, le 31 janvier 2025

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, a été transmis au représentant De l'Etat le : 06/02/2025
A été publié le :

Qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,

Maud TALLET



Le Maire,

Maud TALLET



Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.
Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet www.telerecours.fr